

## Comité Technique Local du 8 octobre Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Ironie du calendrier, nous sommes réunis aujourd'hui alors qu'est convoqué le Comité Technique Ministériel avec pour ordre du jour 2564 nouvelles suppressions d'emplois à Bercy. L'ensemble des Fédérations CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC et UNSA vient de s'adresser aux Ministres pour demander **l'arrêt des suppressions d'emplois et l'ouverture rapide d'un débat contradictoire sur le rôle et la place des ministères économiques et financiers au sein de l'Etat.**

Toujours en matière d'emplois, la semaine dernière, le Directeur M Bruno BEZARD a annoncé 1988 nouvelles suppressions d'emplois pour la seule DGFIP. Mais attention, cette année, ce serait plus juste : les catégories A+ et A seraient mises à contribution. La catégorie C serait « relativement » épargnée, de même pour les emplois des missions d'accueil. Rappelons que **c'étaient les mêmes annonces faites l'année dernière mais avec une déclinaison différente dans notre département.** Mais sans attendre les nouvelles suppressions d'emplois, la situation est toujours tendue dans le département.



A la demande des trois organisations syndicales représentatives du département, vous avez

bien voulu nous communiquer la situation de l'emploi après les dernières CAPL de mutation : **23 emplois de catégorie C et B vacants au 1<sup>er</sup> octobre.**

\*\*\*

Notre Administration n'est toujours pas prioritaire aux yeux du gouvernement. Pourtant, en pleine crise économique persistante, la DGFIP a un rôle central à jouer pour une autre répartition des richesses. Quid des 60 à 80 milliards de fraude et d'évasion fiscale par an, des 20 milliards de nouveaux cadeaux au patronat à travers le Crédit Impôts Compétitivité Emplois sans aucun contrôle annoncé ? Le gouvernement vient même d'abandonner la mise en place de la taxe sur l'excédent brut d'exploitation.

15 milliards d'euros de dépenses publiques de moins, 9 milliards d'économies sur les dépenses de l'Etat et des collectivités et 6 milliards sur les dépenses sociales : voilà le résumé du budget 2014 tel que présenté par les ministres chargés de l'économie et du budget.

**Il s'agit d'un budget d'austérité. Le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2014 est le frère jumeau** du projet de budget adopté par le Conseil des ministres.

Lors de sa présentation devant la Commission des comptes, le ministre du Budget Bernard Cazeneuve avait commencé par déclarer que ce PLFSS devait être au service de la croissance et de l'emploi. Nous sommes d'accord avec cet objectif mais il passe par l'augmentation des salaires et de l'emploi, mais pas l'austérité généralisée.

L'annexe 1 au PLF 2014 intitulé « Perspectives économiques et des finances publiques » est claire sur les intentions du gouvernement en matière de contre-réforme des retraites. Je cite « Ainsi, l'âge légal de départ à la retraite est maintenu à 62 ans, mais l'âge effectif de départ à la retraite, qui constitue le critère déterminant au regard de la soutenabilité des finances publiques, devrait mécaniquement augmenter avec l'allongement de la durée de cotisation. À terme, un assuré qui débute sa carrière à 23 ans (c'est la moyenne en France) ne pourra partir à la retraite au taux plein qu'à partir de 66 ans. ».

Toulouse, le 8 octobre 2013

Syndicat CGT Finances Publiques  
Section de Haute Garonne

Centre Régional des Finances Publiques  
Place Occitane  
31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/>  
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr

Tout est dit, le gouvernement cherche à paupériser les retraités et à casser notre système par répartition.

**La CGT demande l'abrogation de ce projet de loi, et des précédentes contre-réformes. Une autre répartition des richesses est possible et nécessaire.**



Hier a été donné le coup d'envoi du débat à l'assemblée nationale sur le projet de loi de contre-réforme des retraites. Nous, nous donnons le coup d'envoi d'une semaine de mobilisation. **Dans le cadre de la semaine d'action initiée par la CGT, dans notre département, la CGT,**

**FSU et Solidaires, appellent les personnels à se rassembler demain de 12h00 à 14h00, Place du Capitole.**

De même, nous appelons à la participation au meeting unitaire organisé ce vendredi à Toulouse, salle Jean MERMOZ, par le collectif retraites 2013.

Enfin, la CGT Finances Publiques 31, appelle à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle le mardi 15 octobre.


\*\*\*

**Mais les attaques contre le monde du travail ne s'arrête pas à la question des retraites.**

Le Medef et les enseignes de la grande distribution mènent une nouvelle offensive sur l'ouverture dominicale et nocturne des magasins de bricolage. Les décisions de justice réaffirmant le droit sont allègrement transgressées. Le patronat prend en otages des salariés mal payés parmi lesquels on trouve nombre de travailleurs pauvres, travailleurs à temps partiel contraint, étudiants qui travaillent pour financer leurs études. Il prétend répondre à des aspirations sociétales en créant de l'emploi alors que les seuls intérêts en jeu sont ceux de groupes multinationaux aux profits insolents.

### Ouverture des magasins le dimanche ?



 Défendre le repos dominical : c'est l'affaire de tous !

La CGT soutient que le travail dominical et le travail de nuit doivent rester l'exception, tout en rappelant que c'est bien le pouvoir d'achat qui reste l'élément central de l'adhésion de certains salariés, notamment les plus jeunes à ces dérèglementations.

La CGT a décidé de mener le débat avec les salariés sur tous les enjeux du travail du dimanche et l'extension des

nocturnes. Elle réaffirme sa position sur ce sujet et entend poursuivre et intensifier la bataille des salaires, véritable réponse contre la généralisation du travail du dimanche et du travail de nuit.

\*\*\*

Nous attirons à nouveau l'attention du danger de telles politiques austéritaires qui font le nid des extrêmes en France, comme en témoignent les résultats de ce week-end dans le canton de Brignoles. C'est pour nous l'occasion de rappeler les valeurs qui sont les nôtres.

La CGT se réclame de l'internationalisme, de la solidarité entre travailleurs de toutes origines, d'une vision du monde structurée par le clivage de classe et non par celui des frontières nationales. Nous pouvons être fiers d'être le syndicat qui a porté à sa direction Henri Krasucki, métallo né en Pologne, déporté par les nazis et les collaborationnistes de l'extrême droite française pour actes de résistance dans son pays d'accueil. Nous pouvons être fiers d'être le syndicat qui a compté parmi ses membres Missak Manouchian, métallo arménien né en Turquie, mort avec ses camarades immigrés de l'Affiche rouge pour libérer la France de l'oppression nazie. Nous pouvons être fiers et nous revendiquons d'être un syndicat qui a toujours organisé les travailleurs migrants, qui a toujours compté dans ses rangs des salariés venus de tous les continents.



**C'est dangereux et condamnable de lancer à la vindicte populaire une certaine catégorie de la population.**

\*\*\*

Venons en maintenant si vous le voulez bien aux différents sujets qui nous sont proposés aujourd'hui.

**La formation professionnelle :** toujours et encore l'emploi au cœur de nos propos. Nous notons un emploi de moins pour l'année 2012. La formation professionnelle est et sera un enjeu de taille avec la mise en place des prochaines règles de gestion communes.

Au cours des débats, nous interviendrons sur la question de la reconnaissance et de la question du temps de travail pour les formateurs, les tuteurs.

Alors que la question des stagiaires est mise sur le devant de la scène depuis hier à l'assemblée nationale, il convient de clarifier ce qu'entend la Direction par l'accueil de stagiaires : simple travail gratuit ou bien une plus value dans le parcours de formation ?

**Le groupe de travail soutien au réseau :** mis en place suite au Comité Technique Local du 3 décembre, le document oublie que ce groupe est issu de celui-ci. La question de l'emploi est encore au cœur des préoccupations des personnels et de leurs représentants qui y ont participé, même si certains s'étaient gargarisés de dire « que ce n'était pas ici que nous allions régler la problématique emploi ». De fortes attentes se font pressantes sur la mise en place effective de propositions issues de ce groupe de travail. Les problématiques soulevées font souvent échos aux travaux issus des espaces de dialogues.

**Le groupe de travail « horaires d'ouverture des trésoreries »** : il y a selon nous un petit problème de méthode. Alors que vous ne nous avez même pas présenté les résultats du groupe de travail, voilà que vous nous soumettez, déjà, un changement d'horaires pour un centre des Finances Publiques.

De plus comment se prononcer sur un énoncé incomplet, voire tronqué.

Les suppressions d'emplois, la détérioration des conditions de vie au travail résultent des politiques dogmatiques des gouvernements successifs avec une application à la lettre de la Direction locale.



**Les espaces de dialogue** : nous sont enfin présentés les résultats des premiers EDD mis en place au printemps 2012. Rappelons que cette

forme d'EDD est caduque. Plus aucun EDD ne peut être à l'initiative des seules Directions.

Nous voyons dans les contenus certaines similitudes avec le groupe de travail « soutien au réseau », même si la parole a été plus libre.

Ces EDD ayant été poursuivis en deux temps, les participants pointent les réponses laconiques, voire insipides de la Direction.

Nous reviendrons dans le débat sur des questions essentielles autour de l'emploi, de l'organisation du travail, ..., sans oublier la question de la compensation des absences syndicales.

**Le plan d'urgence sécurité** : épisode 2. Nous regrettons sincèrement de ne pas avoir pu rencontrer M Raude. Néanmoins, nous avons été attentifs à l'instruction du 25 juillet 2013 qu'il a paraphé.

Que dit cette instruction ? Elle met l'accent sur les besoins en opérations immobilières pour 2014. En toute transparence, quelles opérations avez-vous porté auprès de la Direction Générale ?

Dans cette même instruction, les orientations immobilières de la DGFIP sont clairement affichées : l'amélioration des conditions de vie au travail, qui passe notamment par je cite « le traitement de l'amiante ». Il ne faudrait pas que cela soit un vœu pieux mais bien une réalité des Directions. Nous serons donc précis dans notre question : **quels crédits budgétaires avez-vous demandé en 2013 et 2014 pour le désamiantage total du RDC de la Place Occitane ?**

**L'immobilier, points sur les chantiers Place Occitane et Carmes** : sans mélanger les deux dossiers, la philosophie commune est la rationalisation des m2 et la diminution des coûts de loyer.

Vous l'avez vous même dit lors de la présentation de l'ensemble des projets lors du CTL du 8 avril : « les conditions d'installation devraient être meilleures ».

Or, ce n'est pas le cas à l'heure actuelle.

La dernière réunion avec les personnels de la RFTM a été un déni d'écoute et de respect des agents. Quelle n'a pas été leur stupeur de découvrir que la Direction n'avait pas pris la peine de regarder l'ensemble de leurs revendications en date du 15 juillet. Ah j'oubliais, les

personnels pinailent trop en matière de sécurité et d'ergonomie !

Otez nous un doute dans nos esprits.

La Direction est bien en train de battre le pavé (non pas dans la rue) mais dans les services pour la mise à jour du DUERP-PAP. Or, selon nous, il y a une petite contradiction entre le contenu du référentiel des risques professionnels et les propositions immobilières de la DGFIP.

Nous prendrons deux exemples :

- **le travail sur écran** : il est référencé dans la fiche 7-1. Les mesures de prévention de risques en la matière sont limpides : les écrans doivent être placés perpendiculairement aux fenêtres. Or les plans proposés par la Direction ne répondent pas à ces préconisations.
- **l'amiante** : au risque de vous irriter, nous ne reviendrons pas sur le contenu de notre courrier en date du 2 octobre, à moins que vous ne le souhaitiez. La fiche 2-2 est aussi très claire sur le sujet : plan de prévention, intervention sur matériaux amiantés, ...

**Toutefois, nous notons une légère avancée de la Direction, notamment dans l'établissement du nouveau plan de prévention à notre demande.**

**La démarche stratégique** : même si vous ne nous avez pas fourni de documents avec une déclinaison locale, nous voulons signifier notre rejet de la démarche telle qu'elle a été présentée par le Directeur Général. Nous nous risquons à parodier l'historien français Henry Laurens à propos de la guerre au Liban « *Si vous avez compris quelque chose à la démarche stratégique, c'est qu'on vous l'a mal expliquée* ». Nous avons bien compris que la démarche stratégique s'inscrit pleinement dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique (MAP), sous fond de dogme de restriction budgétaire.



Dans diverses interviews au sujet de la démarche stratégique, comme dans la revue

Acteurs Publics, le DG annonce au sujet des trésoreries « Nous continuerons d'en fermer, mais nous pourrons aussi en ouvrir, au bénéfice des espaces en croissance démographique comme les zones périurbaines. ». Inutile de réaffirmer notre rejet de fermetures de services. Mais en revanche nous revenons sur le projet d'hôtel des Finances dans le Nord Toulousain. Nous déplorons l'absence de réaction du DG au courrier de l'intersyndicale Solidaires-CGT-FO du 28 mai dernier (il y a quatre mois). Qu'en est-il ?

\*\*\*

**Sur les sujets à la demande des trois organisations syndicales représentatives du département :**

**Point sur l'exécution budgétaire** : au 30 septembre, nous sommes rendus au ¾ du calendrier civil. Certaines exécutions nous interpellent à cet instant comme les frais de déplacement : il ne reste plus que 15% de crédits. Vous saurez sans aucun doute nous rassurez en la matière.

**Gestion des équipes de renfort :** ce point a été évoqué dans le groupe de soutien au réseau dans l'atelier encadrant. Avec les vacances d'emplois croissantes, nous notons une dérive de l'affectation des personnels des équipes de renfort des deux filières. Désormais, ils sont là pour palier des absences structurelles et non conjoncturelles.

Nous reviendrons tout à l'heure sur la tentative grossière de détourner les missions dévolues aux agents du CPS. Rappelons que le rattachement du service SLR à la Division des Particuliers avait été rejeté par notre organisation. Nous avons alerté sur les difficultés futures à remplacer la seule collègue en charge de cette mission.

\*\*\*

En préambule, nous parlions d'austérité en matière budgétaire, il ne faudrait pas que celle-ci s'étende

**en matière de dialogue social.** Nous dénonçons une nouvelle fois le durcissement des dernières CAPL de recours de l'entretien professionnel.

Au plan local, la Direction a affirmé sans sourciller ce jeudi, Place Occitane, qu'elle ne pouvait attendre les décisions du CHS-CT, qu'elle avait un calendrier à suivre. Vous appelez ça le respect des représentants des personnels ? Pas, pour notre part.



Enfin, nous voudrions terminer cette déclaration liminaire par ces simples mots celtiques « Kenavo, aotrou Prezidant »(\*)

(\*) « Au revoir, Monsieur le Président »



# Bulletin d'adhésion

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

## SECTION :

Actif  Stagiaire  Retraité

**Je souhaite m'abonner à :**

la Nouvelle Vie Ouvrière

**Facultatif > Pour les agents A et A+**

Adhésion à l'UGICT (secteur Cadres & Techniciens)

OUI  NON

L'adhésion à l'Ugict n'entraîne pas de cotisation supplémentaire.

La revue « Option » est adressée à chaque adhérent à l'UGICT.

RESERVÉ À LA SECTION

Saisie CoGiTiel par la section

le: .. / .. / ....

Date de réception au bureau national,

le: .. / .. / ....

**NOM :** .....

**Prénom :** .....

**Date de naissance :** .. / .. / ....

**Catégorie :** ..... **Grade :** ..... **Echelon :** .....

**Filière fiscale**  **Filière publique**

**Adresse administrative :** .....

**Adresse pour l'envoi de la presse :**

Adresse administrative  Adresse personnelle (préciser) :

**Tél. :** .....

**Mel :** .....

**Date :** .. / .. / .... **Signature :**